



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 9 octobre 2025

FOCUS : COLOMBIE – UN NOUVEAU TEXTE DE REFORME DE LA SANTE ARRIVE AU SENAT, LA OU LE PREMIER AVAIT ECHOUÉ.

Bolivie

La Bolivie devrait connaître la plus faible croissance d'Amérique du Sud en 2025.

Colombie

Le taux de chômage baisse à 8,6 % en août mais le taux d'activité recule dans les zones rurales.

En septembre, l'inflation annuelle a atteint 5,18 %, dépassant les estimations des économistes.

Malgré le dynamisme du secteur cafetier, les exportations stagnent.

Ecopetrol annonce le projet de regazéification du terminal de Coveñas.

Équateur

La BIESS consacre désormais 47 % de ses investissements à l'achat d'obligations d'État

Le gouvernement distribue plus de 353 M\$ en bons sociaux.

Une dépendance croissante vis-à-vis des *remesas* en provenance des Etats-Unis

Guyana

La société minière canadienne GMIN a obtenu les financements pour opérer sur la mine d'or *Oko West*.

Pérou

La réforme du système « travaux publics contre impôts » vise à dynamiser l'investissement.

Les termes de l'échange atteignent leur niveau le plus favorable en 75 ans.

Suriname

Le Suriname approuve une loi de discipline budgétaire qui encadre le montant de la dette.

Venezuela

La dette atteint 137 % du PIB en 2024.

Le secteur pharmaceutique mène la croissance sectorielle.

L'inflation annuelle devrait se situer entre 280 % et 350 % en décembre.

Focus : Colombie – un nouveau texte de réforme de la santé arrive au Sénat, là où le premier avait échoué.

Le 30 septembre 2025, la VII^e Commission du Sénat colombien a repris l'examen de la réforme du système de santé proposée par le président Gustavo Petro, après l'échec d'une première version présentée puis archivée en 2023. Cette reprise intervient alors que le secteur est plongé dans une crise financière, marquée par l'insolvabilité des Entités Promotrices de Santé (EPS), organismes majoritairement privés régulés par l'État, et chargés d'administrer les fonds publics et d'assurer l'accès aux soins.

Au T1 2025, les EPS cumulaient 7,3 Md\$ de dettes pour 4,5 Md\$ d'actifs (ratio passif/actif : 164 %), avec un patrimoine net négatif de 2,8 Md\$, vingt fois supérieur à celui de 2022. Le problème réside à la fois dans le montant de cette dette, mais également dans sa nature : 98 % concernent des impayés envers les cliniques et hôpitaux. Les dépenses des EPS (9,5 Md\$) ont dépassé leurs recettes (8,9 Md\$), aggravant un déficit chronique que l'Unité de Paiement par Capitation (UPC, montant fixe versé chaque année par assuré à l'EPS fixée par l'État dont le calcul tient compte de variables : âge, sexe, lieu de résidence et type de régime), ne compense pas.

Cette crise affecte directement l'accès aux soins : le taux de recouvrement des fonds par les Institution prestataire de services de santé (IPS) est tombé à 37 % en janvier 2025, entraînant retards de paiement et ruptures d'approvisionnement en médicaments. Selon l'Indice de Santé Rurale, 37 % des hôpitaux ruraux étaient en risque financier en 2024 et la couverture de services essentiels, tels que les mammographies, dépassait à peine 1 % dans certaines régions. **Le système de santé colombien a ainsi été déclassé en 2024 à la 81^e place sur 110 selon le Health Care Index de Ceoworld (contre la 35^e place en 2021).**

La concentration du secteur accroît la vulnérabilité. Le nombre d'EPS est passé de 40 en 2019 à 23 en 2025 (-43 %), dont 7 concentrent 80 % des actifs et 74 % des passifs, couvrant 26 M de personnes (49 % de la population). Huit EPS sont désormais sous intervention administrative de la *Superintendencia de Salud*, dont sept depuis fin 2022.

La réévaluation insuffisante de l'UPC a affaibli le secteur : avec des hausses de 16 % en 2023, 12 % en 2024 (jugé insuffisant par la Cour constitutionnelle) et 5,36 % en 2025 pour une inflation de 5,1 % en août (en g.a) (cf Brèves 37^e semaine). Dans sa réforme 2025, le gouvernement Petro reprend le projet rejeté de 2023, mais dans une version quelque peu assouplie. Les ESP ne seraient plus écartées du système, néanmoins leur rôle serait limité à la coordination des soins. L'Administratrice des ressources du système général de sécurité sociale en matière de santé (ADRES), organisme public déjà existant, centraliserait directement le paiement des prestataires, tandis que la création des Centres de soins de santé primaires (CAPS), chargés du diagnostic précoce et de la prise en charge des maladies courantes, viserait à désengorger les hôpitaux.

Déjà approuvée en deuxième débat à la Chambre des Représentants (95 voix contre 25), la réforme doit encore passer deux votes du Sénat, qui avait rejeté la première version en 2023, refusant de supprimer les EPS et la centralisation des fonds à l'ADRES. Le ministre de l'Intérieur Armando Benedetti, a indiqué que le recours à une consultation populaire reste envisagé si le Sénat venait à bloquer à nouveau le projet.

Bolivie

La Bolivie devrait connaître la plus faible croissance d'Amérique du Sud en 2025.

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), la croissance économique de la Bolivie en 2025 devrait à peine atteindre +1,5 %. La Bolivie serait ainsi le pays avec la plus faible croissance d'Amérique du Sud. En 2024, la croissance n'avait été que de 0,73 %, bien en-dessous de la moyenne régionale à 2,3 %.

La CEPAL souligne les difficultés structurelles auxquelles fait face le pays : manque de carburant, la rareté des devises et une inflation élevée. L'inflation cumulée en septembre atteint ainsi +18,3 %, loin de l'objectif de 7,5 % fixé par les autorités pour l'intégralité de l'année 2025. En 2024, à la même période, l'inflation atteignait +5,5 %. Néanmoins, l'institut national des statistiques (INE) souligne un ralentissement de l'inflation en septembre avec une hausse mensuelle de +0,2 % (contre +1 % d'inflation mensuelle en août).

Colombie

Le taux de chômage baisse à 8,6 % en août mais le taux d'activité recule dans les zones rurales.

En août, le taux de chômage au niveau national recule à 8,6 % (-1,1 pp en g.a. et -0,2 pp par rapport au mois de juillet). Le taux de croissance de l'emploi est de 1,7 % en g.a. mais voit son rythme ralentir depuis le mois de juillet. Les secteurs enregistrant les créations annuelles d'emploi les plus importantes sont le secteur manufacturier (+200 000 emplois), la construction (+178 000) et le transport (+172 000).

Dans le même temps, le taux d'activité a reculé de -0,6 pp pour atteindre 63,9 % au niveau national. Cette baisse est en particulier portée par un recul dans les zones rurales,

avec une chute de 3 pp de l'activité, qui atteint 54,3 %. Les experts estiment que ce recul de l'activité est lié au montant historique des remesas (+14 % en g.a.) qui décourage l'entrée sur le marché du travail.

En septembre, l'inflation annuelle a atteint 5,18 %, dépassant les estimations des économistes.

L'inflation annuelle a atteint 5,18 % en septembre, en hausse pour le troisième mois consécutif (+0,08 pp par rapport au mois d'août). Cette hausse est en grande partie portée par la hausse des loyers, indexés sur l'inflation de 2024, mais également par les services éducatifs (frais de scolarité du calendrier B) qui ont augmenté de +1,4 % en glissement mensuel. De même, les services de l'information et de la communication, qui n'avaient pas enregistré de hausse depuis 2020, ont connu une hausse de +1,4 % en glissement mensuel.

L'inflation hors alimentation a atteint 4,9 % en g.a. tandis que l'inflation sous-jacente a affichée une hausse plus modérée (4,8 % en g.a.). Les économistes estiment que l'inflation devrait clôturer l'année 2025 au-dessus de 5 % (5,2 % en décembre 2025). Ils estiment également que l'inflation pour 2026 dépendra en grande partie de la magnitude de la hausse du salaire minimum, qui pourrait – selon les annonces préliminaires du Président Petro – dépasser la règle traditionnelle se fondant sur l'inflation et les gains de productivité.

Malgré le dynamisme du secteur cafetier, les exportations stagnent.

Les exportations de café ont augmenté de +12 % en g.a., pour atteindre 13,3 M de sacs de café. Portée par des conditions climatiques favorables, la production de café a atteint un record historique de 14,9 M de sacs produits entre octobre 2024 et septembre 2025, un chiffre qui n'avait pas été atteint depuis 33 ans. Le cycle cafetier 2025-2026 qui commence devrait toutefois connaître une décélération de la production, touchée par les fortes pluies du premier semestre 2025.

Malgré ce dynamisme, les exportations globales de la Colombie stagnent en août (-0,1% en g.a.) à 3,8 Md\$. D'une part, les exportations des industries extractives chutent, en valeur, de 18,1 %, du fait de la baisse des exportations de charbon (-36,3 %) et de pétrole (-25,8%). D'autre part, les exportations agricoles ont augmenté de 49,3% grâce aux exportations de café, de banane et d'huile de palme. Si les États-Unis demeurent le principal client de la Colombie (28,4% des exportations totales), les exportations vers ce pays ont chuté de 13,7 % en g.a.

Ecopetrol annonce le projet de regazéification du terminal de Coveñas.

Le 6 octobre 2025 Ecopetrol a annoncé son projet de regazéification dans le terminal maritime de Coveñas (Sucre), dans le but d'importer du gaz naturel liquéfié (GNL) et de soulager la pénurie croissante de ce combustible dans le pays. L'Autorité nationale des licences environnementales (ANLA) a récemment autorisé Cenit, filiale du groupe, à développer des activités de réception et d'importation de GNL en utilisant les infrastructures offshores déjà existantes.

Le terminal maritime de Coveñas est le principal point d'exportation de pétrole brut du pays (95 % des exportations soit 204 pétroliers et 159 M de barils en 2024). En termes d'importations, Coveñas a représenté 7 pétroliers 64 M de barils de prémélange et de pétrole brut, acheminés vers les raffineries de Carthagène et de Barranquilla.

Selon Ecopetrol, Coveñas permettra de réduire les temps de trajets pour acheminer le gaz à l'intérieur du pays, notamment en comparaison avec Ballena (La Guajira). Ecopetrol a confié la réalisation des études techniques à la firme espagnole Idom, qui a conclu que Coveñas offrait de meilleures conditions en matière de délais, de viabilité

technique et de sécurité d'approvisionnement.

Le processus de sélection pour la prestation des services de regazéification débutera le 14 octobre prochain. La contractualisation est prévue pour la suite du mois d'octobre. Ces opérations marqueront le lancement du projet, avant sa mise en service complète prévue au T1 2027. Le plan prévoit l'installation d'une unité flottante de stockage et de regazéification (FSRU), et le projet vise une capacité d'environ 283 000 m³/jour, grâce à la reconversion de l'oléoduc Coveñas-Ayacucho en gazoduc (Sucre-Cesar).

Indicateurs	Variation hebdo.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	1,4%	43,1%	1875
Change USD/COP	0,0%	-7,6%	3886
Change EUR/COP	-1,4%	-3,1%	4493
Prix du baril (Brent, USD)	2,8%	-16,7%	66,15

Équateur

La BIESS consacre désormais 47 % de ses investissements à l'achat d'obligations d'État

La Banque de l'Institut équatorien de sécurité sociale (Biess) consacre désormais 47 % de ses investissements à l'achat d'obligations d'État, soit plus de 13 Md\$ en 2025, proche du plafond légal de 50 %. Entre 2023 et 2024, ces placements ont augmenté de 20 %, tandis que le portefeuille de crédits sociaux ne progressait que de 3,5 %. La loi sur le renforcement et la soutenabilité du crédit du 26 septembre 2025 autorise désormais la Biess à mettre en gage ses actifs pour obtenir de nouveaux financements, sans préciser leur destination. Ainsi, elle devient ainsi l'un des principaux créanciers domestiques de l'État, au prix d'une exposition croissante des finances publiques, alors que la dette publique équatorienne avoisine 55 % du PIB selon le FMI (S2 2024).

Le gouvernement distribue plus de 353 M\$ en bons sociaux.

Dans un contexte électoral (élections générales, annonce récente d'une Assemblée Constituante), et en réaction à la récente hausse des prix du diesel, le gouvernement Noboa a dépensé 353 M\$ en 2025 pour de nouveaux bons sociaux. Les 400 000 bénéficiaires sont principalement des chômeurs, agriculteurs, transporteurs, forces de l'ordre et migrants. Certains programmes existants à destination des jeunes ont été reconduits, tandis que d'autres, liés aux carburants et aux migrants équatoriens de retour des États-Unis, ne sont encore qu'en phase de mise en œuvre.

Ces transferts, sont perçus par les experts comme des mesures électorales et des compensations sociales aux politiques économiques impopulaires, lesquelles ont accentué un déséquilibre budgétaire déjà marqué. Les dépenses publiques atteignaient 19,6 Md\$ en septembre 2025, pour un déficit de 1,98 Md\$, contre seulement 54 M\$ à la même période en 2024. Ce creusement du solde budgétaire, combiné à de faibles recettes, laisse entrevoir un déficit supérieur à celui de l'année précédente, malgré la suppression des subventions au diesel.

Une dépendance croissante vis-à-vis des remesas en provenance des États-Unis

Selon la Banque centrale, les transferts de fonds des migrants équatoriens ont atteint un niveau record au S1 2025, estimés à plus de 3,7 Md\$ (+24 % en g.a.). Ces flux, dont 76 % proviennent des États-Unis, constituent désormais la première source de devises devant les investissements directs étrangers. Ils contribuent largement à l'excédent de la balance des paiements et la liquidité en dollars, ainsi qu'à la résilience du pays malgré la hausse du déficit public.

Leur progression s'explique par la hausse de l'émigration post-pandémie et le maintien de

l'activité économique aux États-Unis, où réside la majorité de la communauté équatorienne expatriée. Cette dépendance vis-à-vis de la conjoncture étatsunienne accroît toutefois la vulnérabilité externe de l'Équateur en cas de ralentissement de l'économie aux États-Unis. L'Équateur est également émetteur de transferts vers l'étranger, bien que dans une ampleur nettement moindre, avec 221 M\$ envoyés au S1 2025.

Guyana

La société minière canadienne GMIN a obtenu les financements pour opérer sur la mine d'or Oko West.

La société minière canadienne G Mining Ventures Corp. (GMIN) a annoncé avoir obtenu 387,5 M\$ de financements pour développer son projet à Oko West. GMIN est entièrement propriétaire de cette mine, dont les réserves en or sont estimées à 5,4 M d'onces.

Après avoir obtenu l'autorisation environnementale d'opérer en septembre (cf. [Brève 36^e semaine](#)), l'entreprise doit réaliser sa décision finale d'investissement d'ici la fin du mois d'octobre. Le projet Oko West vise une production annuelle moyenne de 350 000 onces d'or pendant 12 ans. Le démarrage de la production est prévu pour 2027. Pendant la durée du projet, 1 270 emplois directs devraient être créés.

Pérou

La réforme du système « travaux publics contre impôts » vise à dynamiser l'investissement.

Pour pallier au manque d'infrastructures dans le pays, le Congrès a approuvé une loi qui modifie le système « travaux publics contre

impôts » (OxI). Lancé en 2008, ce programme permet à des entreprises de financer des projets d'infrastructure publique en contrepartie d'une réduction d'impôt sur les sociétés. En 2024, plus d'1,2 Md\$ de projets ont été approuvés, notamment dans l'eau, les transports ou encore la santé.

Outre l'impôt sur les sociétés, la nouvelle loi permet désormais l'exemption de TVA, permettant d'élargir la base d'entreprises concernées. Par ailleurs, le mécanisme s'étendra au-delà des projets d'investissement d'envergure nationale, avec l'intégration des services tels que la planification territoriale. Enfin, les démarches sont facilitées pour les entreprises, qui disposent de l'assistance technique de ProInversión, l'agence de promotion de l'investissement privé au Pérou. Le ministère de l'économie et des finances (MEF) dispose de 90 jours pour définir les applications concrètes de la loi.

Les termes de l'échange atteignent leur niveau le plus favorable en 75 ans.

À l'occasion d'une rencontre économique régionale, le président de la Banque centrale, Julio Velarde, a déclaré que le Pérou profite actuellement des conditions d'échange les plus avantageuses enregistrées depuis 75 ans.

Cela s'explique tout d'abord par des **prix des produits exportés qui atteignent des niveaux historiquement élevés, notamment l'or et le cuivre**. L'or a atteint un niveau record, à près de 4 000\$ l'once, valeur refuge alors que le déficit des Etats-Unis réduit l'attractivité des bons du Trésor et les titres en USD. Ainsi, **la Banque centrale projette un excédent commercial de 30 Md\$ pour l'année 2025 et de 32 Md\$ pour 2026**. Par ailleurs, l'entité affirme que l'économie péruvienne n'a pas été impactée par les augmentations de droits de douane du Président Trump, les tarifs douaniers demeurant autour de 10 %.

Suriname

Le Suriname approuve une loi de discipline budgétaire qui encadre le montant de la dette.

L'Assemblée nationale du Suriname a approuvé à l'unanimité l'établissement d'un plafond de dette publique. Le dépassement de ce plafond n'est autorisé que dans des conditions strictes et doit s'accompagner d'une stratégie de désendettement. De plus, le ministre des Finances doit désormais présenter un plan d'endettement à l'Assemblée lors de la présentation du budget de l'État, renforçant le contrôle de l'Assemblée nationale sur la stabilité macrofinancière de l'État.

Le Conseil de surveillance économique du Suriname (SEOB) préconise par ailleurs la création d'un conseil budgétaire indépendant qui superviserait les hypothèses financières, prévisions et dépenses du gouvernement. Il plaide également pour la mise en place d'un budget pluriannuel avec des plafonds de dépenses clairs par secteur.

Venezuela

La dette atteint 137 % du PIB en 2024.

Selon le think-tank *Transparencia Venezuela*, fin décembre 2024, la dette s'élevait à 16,4 Md\$, soit 137 % du PIB (et 833 % des exportations du pays). La dette du pays est en majorité composée d'obligations souveraines (52,6 M\$) et d'obligations de PDVSA, l'entreprise pétrolière (41,7 M\$). La Chine détient 66 % de la dette bilatérale (16 M\$), suivie par le club de Paris (8,7 M\$). Pour mémoire, le pays avait été déclaré en défaut partiel fin 2017 et de nouveau en 2018.

Le secteur pharmaceutique mène la croissance sectorielle.

Le secteur pharmaceutique a enregistré une croissance cumulée de +20 % en g.a. sur les neuf premiers mois de 2025 avec 255 M d'unités de médicaments vendues. Selon les économistes, cette hausse est due au fait, qu'au Venezuela, les médicaments sont considérés comme des « réserves de valeur ». Les Vénézuéliens anticipent leurs achats de médicaments afin d'éviter la perte de pouvoir d'achat liée à l'inflation.

L'inflation annuelle devrait se situer entre 280 % et 350 % en décembre.

Au 7 octobre, la dépréciation du Bolivar (VES) par rapport au Dollar étatsunien (USD) a atteint 406 % en g.a. L'impact de cette dépréciation sur l'inflation (*pass-through*) est particulièrement fort au Venezuela. De plus, la contraction de la liquidité en USD (-27,5 % en g.a.) et la baisse des dépenses publiques ont accompagné la détérioration de l'économie vénézuélienne. Face à ces défis, les économistes anticipent une inflation en fin d'année comprise entre +280 % et +350 %.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md USD)	PIB/hab. à prix courants (m USD)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	56,3	4,5	1,3	1,1	-2,5	92,4	108	+5	15,6
Colombie	53,1	427,8	8,1	1,7	2,4	-2,3	59,7	83	+2	4,1
Equateur	18,1	125,7	6,9	-2,0	1,7	3,4	55,0 (2024)	88	+1	3,4
Guyana	0,8	25,8	32,3	43,6	10,3	8,9	27,7	89	+6	4,2
Pérou	34,4	303,3	8,8	3,3	2,8	1,7	33,7	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,9	3,0	3,2	-34,0	86,6	114	+2	7,4
Venezuela	26,7	108,5	4,1	5,3	-4,0	0	164,2 (2024)	121	0	254,4
Argentine	47,6	683,5	14,4	-1,7	5,5	-0,4	73,1	47	0	20,0
Brésil	213,4	2 126,0	10,0	3,4	2,0	-2,3	92,0	84	+2	5,3
Chili	20,2	343,9	17,0	2,6	2,0	-2,0	43,0	45	0	3,9
Mexique	133,4	1 692,6	12,7	1,5	-0,3	-0,5	60,7	81	+3	3,4

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Constance ANDRIEU, Justine BULTEL, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ, Xavier FOUVET.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)